Les folies Ziegler

Hillel Neuer

Le 26 mars 2008, Jean Ziegler fut élu, sous les applaudissements et acclamations du public, conseiller émérite par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU nouvellement crée. Ce développement n'était pas vraiment inattendu. La Suisse avait en effet annoncé sa nomination en décembre 2007, débutant ainsi une campagne de pression sans précédent de la part du gouvernement pour le compte de son candidat où figura, entre autres, une brochure sur papier glacé envoyée à toutes les capitales du monde documentant son 'engagement inébranlable', son 'excellente connaissance' et son 'support généreux' envers les droits de l'homme. Ce n'était pas la première fois que Ziegler, ancien professeur de sociologie, membre du Parlement suisse et Rapporteur Spécial du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour le droit à l'alimentation, se trouvait entouré d'un nuage d'adoration et d'acclamations. Ce n'est qu'un triomphe de plus dans une carrière remarquable.

Titularisé en 1977 par l'université de Genève, Ziegler fonda et dirigea le laboratoire social des civilisations du tiers-monde. Il enseigna dans plusieurs universités d'Europe, dont la Sorbonne, où il travailla comme professeur assistant de sociologie et économie. En mars 2004, il reçut un doctorat *honoris causa* de l'université

belge de Mons-Hainaut où il fut acclamé comme le « Condorcet des temps modernes », le grand philosophe des Lumières pour les droits de l'homme. Ziegler a aussi écrit plus d'une vingtaine d'ouvrages destinés au grand public, dont la plupart sont destinés à affirmer que la faim et autres misères humaines sont le produit inévitable du capitalisme occidental et de la globalisation. Par exemple, ses deux travaux *Les nouveaux maitres du monde* et *L'empire de la honte* sont devenus des best-sellers européens. Ils sont distribués par les plus grandes maisons d'édition françaises et discutés par Ziegler dans des forums tels que celui de TV5, la chaine de télévision francophone internationale[1]. Son succès littéraire a été officiellement reconnu en 1994 par la République française lorsque le Ministre de la Culture le nomma Chevalier de l'ordre des Arts et Lettres. Cet honneur prestigieux est décerné en faveur des contributions au « rayonnement » des arts et lettres à la fois en France et dans le monde entier. Il n'est pas surprenant que Ziegler fasse une place importante à cette marque d'honneur dans son curriculum vitae.

Ziegler a cependant rencontré son plus grand succès dans les medias européens qui le considèrent comme extrêmement crédible et comme une autorité en matière de droits de l'homme. Des journaux de premier plan comme *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et *La Croix* en France et le journal genevois *Le Temps* le citent régulièrement. Des profils de Ziegler ont aussi été publiés dans d'importants magazines européens tels que l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*[2]. L'Association de la presse étrangère en Suisse lui a même décerné un prix de popularité[3]. Le journaliste Daniel Mermet déclara « vous êtes un petit miracle » lors de son entretien avec Ziegler en avril 2007 pour *Là-bas si j'y suis*, un programme populaire de la station publique de radio France Inter. Il

dit : « Vous avez un goût et un sens de la dénonciation et de la révolte. »[4] En somme, Jean Ziegler est le chéri de l'élite académique, littéraire et médiatique européenne.

Rien de cela ne serait problématique si Jean Ziegler n'était qu'un idéaliste inoffensif. Mais il n'en est pas un. En plus d'être l'une des célébrités militantes ayant le plus de succès en Europe, Ziegler est aussi l'un des idéologues anti-américain et anti-israélien les plus diligents du continent, ainsi que l'apologiste proéminent d'une galerie de fripouilles constituée de dictateurs du tiers-monde, comme le libyen Mouammar Kadhafi, Robert Mugabe du Zimbabwe et le cubain Fidel Castro. Durant son mandat de Rapporteur Spécial pour le droit à l'alimentation, la cause de la faim dans le monde fut systématiquement reléguée à l'arrière-plan de la promotion de son idéologie anti-occident. Au moment où l'ONU annonce une réforme de son dispositif de droit de l'homme et remplace la très discréditée Commission des droits de l'homme par un nouveau Conseil, décrit comme « l'aube d'une ère nouvelle », le cas de Jean Ziegler remet sérieusement en doute le succès possible de cette réforme et révèle le déclin abrupt et accéléré du système onusien des droits de l'homme ainsi que du mouvement international des droits de l'homme en général.

Jean Ziegler, né Hans Ziegler, a vu le jour en 1934 dans la ville de Thoune qui se trouve dans la partie germanophone de la Suisse. La conversion politique de Ziegler a commencé, comme chez beaucoup d'autres jeunes radicaux, à l'adolescence quand il quitta les confins de sa maison calviniste traditionnelle pour les charmes de Paris. Là-bas, il découvrit le marxisme et la philosophie politique de Jean-Paul Sartre, changea son prénom en Jean

et devint membre d'un cercle militant qui soutenait le Front de Libération Nationale pour l'Algérie (FLN) dans sa guerre contre la France. La passion de Ziegler pour le FLN et sa violente campagne pour l'indépendance de l'Algérie s'avéra tellement extrême que le parti communiste français l'exclut finalement des ses rangs. Plus tard, il retourna en Suisse où il décrocha une Licence en Droit pour ensuite changer de domaine et obtenir un doctorat en sociologie. Finalement, au début des années 1960, il passa deux ans au Congo comme assistant d'un envoyé spécial de l'ONU. La misère dont il fut témoin lui fit jurer de « ne jamais se trouver du côté des bourreaux »[5].

Pour finir, le soutien de Ziegler à la cause algérienne et son expérience dans un Congo déchiré par la guerre se muèrent en une adhésion totale aux politiques révolutionnaires en général. Il se mit à admirer des figures iconiques telles que le dictateur cubain Fidel Castro et le chef de guérilla Che Guevara. Quand ce dernier vint en visite à Genève, Ziegler lui servit de chauffeur. On raconte qu'il demanda au Che s'il pouvait venir avec lui à Cuba pour rejoindre la révolution. Le chef rebelle dit alors « ici se trouve le cerveau du monstre » et montrant du doigt la ville prospère au cœur de l'Europe, le Che lui dit « ton combat est ici »[6]. Du coup, Ziegler resta.

Avant 1967, Ziegler avait gagné un siège au parlement suisse comme démocrate socialiste, un poste qu'il garda jusqu'en 1999 avec une pause de quatre ans. Pendant cette longue période, il servit comme président du parti parlementaire suisse pour le tiers-monde et comme membre du Comité des Affaires Etrangères et siégea dans le conseil exécutif de l'Internationale socialiste. En plus, il publia un grand nombre d'ouvrages qui portèrent des accusations surprenantes contre des hommes d'affaires très en vue. Ceci entraina plusieurs procès, réussis, dans lesquels il fut trouvé coupable de diffamation. D'après lui,

jusqu'à aujourd'hui, une partie de ses revenus sert à payer pour ces arrêts jugés en sa défaveur.[7]

Pourtant, malgré ses déboires juridiques, ou peut-être grâce a eux, ses nombreux admirateurs continuent de le décrire comme un iconoclaste sans peur qui se bat pour la bonne cause des infortunés du monde. Le résultat est qu'aujourd'hui, Ziegler est l'un des promoteurs les plus populaires d'Europe du « tiers-mondisme » révolutionnaire, cette idéologie manichéenne qui considère l'occident industrialisé comme un pouvoir impérialiste exploitant impitoyablement le tiers-monde en le gardant embourbé dans la pauvreté et la souffrance. Par conséquent, les tiers-mondistes soutiennent avec passion les mouvements et dirigeants révolutionnaires qui s'opposent au capitalisme occidental.

Il est évident que les positions ferventes de Ziegler lui ont attiré autant de détracteurs que d'admirateurs. De même, certains de ses défenseurs les plus importants ont reconnu que son travail n'était pas toujours fiable. Son mentor, Roger Girod, le directeur du département de Sociologie de l'Université de Genève admit, lors de la discussion sur la titularisation de Ziegler, que « le pamphlétaire n'est jamais vraiment absent » de son champ académique. Girod d'ailleurs continua en disant que « parce que Jean Ziegler écrit très rapidement, il ne se débarrasse pas des erreurs factuelles ».[8] Malgré le soutien de Girod, la décision en 1977 de titulariser Ziegler provoqua l'indignation de plusieurs spécialistes et figures publique suisses, dont l'historien Herbert Lithy qui menaça, en signe de protestation, de rendre son doctorat honoris causa.[9]

Ziegler a en effet concédé que, dans la lutte pour transmettre son message, les faits ne sont pas toujours son premier souci.[10] Il prétend que, étant enfant dans les années 1940 en Suisse, il fut témoin d'un accident de train

dans lequel un véhicule accidenté se révéla contenir des armes nazies, détruisant ainsi ses illusions de jeunesse quant à la neutralité prétendue de son pays. Ziegler présente cet incident comme une expérience primordiale et formatrice qui fut essentielle au façonnement de son caractère adulte. *Der Spiegel* a cependant rapporté qu'il n'y a aucune trace d'un tel accident et même la sœur de Ziegler pense qu'il a inventé l'épisode.[11] D'ailleurs, les relations tendues entre Ziegler et la vérité ont amené un journaliste suisse à conclure sa longue présentation du Rapporteur Spécial de l'ONU en le décrivant comme « un menteur et un affabulateur. »[12]

Pourtant, à force de charisme, de compétences rhétoriques et de talent à générer de la publicité (recette facile pour un succès médiatique dans la retraite alpine autrement monotone) ainsi que de soutien capital qu'il reçoit de figures médiatiques et politiques favorables à sa cause, sa carrière a maintenu une trajectoire ascendante constante. Pour sûr, les polémiques autour de Ziegler lui ont parfois facilité la tâche : dans les années 1990 par exemple, il a joué un rôle majeur en dévoilant la complicité des banques suisses dans le blanchiment d'argent nazi. En général cependant, ceci a été l'exception qui confirme la règle. Pour la plupart, la défense de Ziegler s'est faite au travers de causes douteuses et perturbantes.

La fascination de Ziegler pour la violence politique semble avoir débuté assez tôt. Une photo de Ziegler âgé de onze ans apparait en 1993 dans un portrait par l'*Illustré*, version suisse du magazine américain, *Life*. Sur cette photo, il est habillé en uniforme de cadet et porte ce qui semble être un pistolet d'entrainement. Sur la page opposée, on voit des photos de lui, adulte, posant cette

fois avec de vraies armes. Sur une photo datée de 1976, prise lors d'une visite de solidarité effectuée avec le Front de Libération pour l'Eritrée, on le voit brandir une kalachnikov. Sur une image datant de 1979, il est dans le Hanoi de Ho Chi Minh et se tient au sommet d'un tank américain conquis. Une photo de 1981 le montre sur un podium à Managua, s'adressant à des soldats sandinistes (Ziegler possède même une médaille du Front sandiniste de libération nationale)[13]. Enfin, il existe une photo de lui sous une tente avec des militants armés du Front Polisario, se battant pour l'indépendance du Sahara occidental – cette fois, c'est son fils de douze ans qui tient la kalachnikov.

Cette affinité pour le coté radical et violent de la politique est cependant plus qu'esthétique. Ziegler a fourni une aide à la fois politique et diplomatique à certains des régimes les plus brutaux qui existent. Le colonel dictateur éthiopien Mengistu Haile Mariam, accusé de violer en masse les droits de l'homme dans son pays et de l'avoir conduit à la famine, choisit Ziegler en 1986 comme l'un des cinq experts pour préparer une constitution fondée sur la règle du parti unique (Ziegler était le seul expert qui n'appartenait pas au bloc soviétique[14]). Par ailleurs Ziegler a aussi rendu visite à Saddam Hussein en Iraq et à Kim Il Sung en Corée du Nord[15]. En 2002, il flagornait le dictateur zimbabwéen Robert Mugabe – alors en train de planifier une famine de masse par l'intermédiaire de confiscation violente des terres – en disant « Mugabe a l'histoire et la moralité de son côté ».[16] A propos du Hezbollah, Ziegler a déclaré « je refuse de décrire le Hezbollah comme groupe terroriste. C'est un mouvement de résistance nationale ».[17]

Ziegler a aussi aidé à promouvoir et proteger les carrières de plusieurs intellectuels européens à la réputation discutable voire dérangeante. En avril 1996

par exemple, il prit la défense de Roger Garaudy, ancien staliniste français converti à l'islam et dont le livre *Les mythes fondateurs de la politique israélienne* contient des thèses négationnistes.[18] En réaction à la controverse publique que la parution du livre avait provoquée, Ziegler écrit une lettre de soutien à Garaudy que le Comité pour un débat ouvert sur l'Holocauste (CODOH), un groupe dédié à la promotion du négationnisme, a reproduit en entier sur son site internet et dont voici un extrait:

> Je suis scandalisé par le procès que l'on vous fait….Toute votre œuvre d'écrivain et de philosophe témoigne de la rigueur de vos analyses et de l'indéfectible honnêteté de vos intentions. Elle a fait de vous un des principaux penseurs de notre époque….C'est pour toutes ces raisons que je vous exprime ici ma solidarité et mon admirative amitié.[19]

Ziegler est aussi venu en aide à Tariq Ramadan, l'auteur islamique controversé qui a fait l'éloge de son grand-père maternel Hasan al-Banna, le fondateur égyptien du groupe fondamentaliste les frères Musulmans, et du Sheikh al-Qaradawi, le théologien moderne de la bombe humaine.[20] Ramadan qui a aussi été élevé à Genève et est maintenant un éminent intellectuel européen, est un ami personnel de Ziegler et de sa famille. En effet, il a rempli des enveloppes, donné des coups de téléphone et placardé des posters lors de la campagne de Ziegler pour les élections parlementaires.[21] Cette affection est apparemment réciproque. En 1993, Ramadan écrit une lettre ouverte pour protester contre la mise en scène, à Genève, de *Mahomet* – une pièce de théâtre écrite en 1736 par le philosophe Voltaire – sous prétexte que cela porterait offense à la communauté musulmane. La femme de Ziegler, Erika Deuber Ziegler – membre du parti

travailliste suisse affilié au communisme, puis directrice du département des Affaires Culturelles de la ville de Genève – bloqua sans délai la performance en lui retirant une subvention de 310,000 francs.[22] Cinq ans après, lorsque son mémoire fut rejeté par l'Université de Genève, Ramadan se tourna une fois de plus vers Ziegler et sa femme pour demander de l'aide. La thèse de Ramadan depeint les frères Musulmans comme un mouvement social et religieux progressiste et excise leurs enseignements du jihad et de la misogynie, sans mentionner leur soutien à l'Allemagne nazie. Cette prise de position parut tellement insoutenable aux deux superviseurs français de Ramadan qu'ils refusèrent de lui décerner leur approbation.[23] Cependant, Ziegler et sa femme ayant menacé de faire un scandale public, un nouveau jury de thèse fut formé, chose extrêmement rare. Après la suppression d'un ou deux passages, le travail de Ramadan fut approuvé, lui donnant ainsi la crédibilité académique qui permit à sa carrière de prospérer.[24]

Le plus surprenant cependant est le rôle qu'a joué Ziegler dans la co-création et la co-direction du prix international Mouammar al-Kadhafi pour les droits de l'homme[25] qu'il a lui-même d'ailleurs gagné. Ziegler annonça la création du prix en avril 1989, quelques mois seulement après l'attentat de Lockerbie**,** l'attaque du vol 103 de la Pan Am par des agents secrets libyens. Il a été dit que cela était une tentative cousue de fil blanc pour changer l'image internationale de la Libye comme pays terroriste. Le journal anglais *The Independent* écrit par exemple :

> Jusqu'à maintenant, le premier prix de la paix internationale avait été financé par une société qui fabrique des explosifs. Si l'on en croit des rapports en provenance de Genève, le prochain prix dans ce domaine sera sponsorisé par un

> régime que se spécialise dans leur distribution. D'après Jean Ziegler, le député socialiste qui est la réponse de la Suisse au défunt Abbie Hoffman, le prix de $250,000 portera le nom du Colonel Mouammar al-Kadhafi qui a fourni un fond d'une valeur de 10 million de dollars….M. Ziegler a dit que le prix était conçu comme le « contre-prix Nobel du tiers monde ». Le casse-pieds suisse est la personne parfaite pour représenter cette fondation, étant un tier-mondiste professionnel depuis longtemps ».[26]

Le magazine suisse, L'Hebdo consacra un dossier au prix sous le titre « Le Nobel de Kadhafi : les autorités libyennes créent un nouveau prix pour les droits de l'homme – Jean Ziegler met la main à la pâte ». L'article qui inclue une photo de Ziegler rapporte que :

> Selon Jean Ziegler : « Le prix Nobel est une humiliation permanente pour le tiers-monde. » Voila qui tombe bien. La Libye tient justement à restaurer son image de marque. Avec les intérêts de 10 millions de dollars – placés dans une banque suisse – elle compte s'offrir un Institut international des droits de l'homme (prévu à Genève) et deux « contre-Prix Nobel ». A la mi-avril, Jean Ziegler et une dizaine d' « intellectuels et de combattants progressistes » se sont donc retrouvés à Tripoli pour mettre le projet sur les rails.[27]

A en juger par ces articles, Ziegler n'était pas seulement un des membres du jury fondateur du prix mais surtout son porte-parole officieux.[28]

Les utilisations du prix à but de propagande sont nombreuses et variées. Tout d'abord, la Libye cite l'existence même du prix Kadhafi comme preuve de son

engagement pour les droits de l'homme.[29] Par ailleurs, au moment où l'Occident essaya de contenir le régime de Kadhafi, le gouvernement libyen utilisa l'argent du prix pour financer des organisations européennes qui le soutenaient. Par exemple, le *Centre Europe Tiers Monde* (CETIM), une organisation non-gouvernementale anti-occidentale qui s'oppose aux sanctions économiques contre la Libye a reçu le prix Kadhafi – ainsi que sa substantielle rémunération – en 2002. Incidemment ou pas, le CETIM a son siège à Genève, la ville natale de Ziegler, et a publié des travaux, faisant son éloge pour avoir tenu tête aux Etats-Unis durant son mandat de Rapporteur Spécial.[30]. D'autre part, et de manière plus honteuse encore, la Libye a utilisé le prix pour galvaniser et réunir des adversaires majeurs des Etats-Unis. Entre autres, le prix a été décerné à Fidel Castro, Hugo Chavez et aux « enfants en Iraq et aux victimes de l'hégémonie et des embargos ». Enfin, le prix a récompensé des racistes et antisémites de premier plan. Par exemple, Louis Farrakhan, le leader de la Nation de l'Islam, connu pour ses théories sur la suprématie noire et pour ses propos antisémites fréquents, a reçu le prix Kadhafi en 1996. L'ancien premier ministre de Malaisie, Mahatir Bin Mouhammad – qui, à une réunion des nations de l'Islam en octobre 2003, déclara que les juifs étaient responsables de tous les maux de la terre – reçu le prix en 2005. D'autres lauréats du prix incluent les « enfants jeteurs de pierre de la Palestine occupée. »[31]

En 2002, le prix fut décerné à treize « intellectuels et personnalités littéraires » pour leur « pensée et créativité ».[32] Parmi eux, Garaudy, le négationniste français.[33] Ziegler lui-même fit partie des lauréats. A ce moment-là, le prix Kadhafi valait $750,000 et le journal suisse *Le Temps* rapporte que Ziegler aurait touché 100,000 francs suisse.[34]

Même les medias de la Suisse natale de Ziegler – généralement tellement respectueux envers leur célèbre militant – froncèrent les sourcils. Sous la pression publique, Ziegler annonça – depuis Tripoli où il prétendait se trouver pour quelque mission de l'ONU – qu'il avait refusé le prix « à cause de [ses] responsabilités a l'ONU. »[35] Le jour suivant, il ajouta, « je n'ai jamais accepté de prix et ne vais pas commencer maintenant. »[36]

Malgré ces revendications, Ziegler est toujours sur la liste du site internet du prix – ainsi que dans la presse officielle libyenne – comme l'un des lauréats 2002.[37] Selon un article paru en décembre 2005 dans le journal suisse *Neue Zürcher Zeintung*, Ziegler accepta en fait le prix bien qu'il l'ait fait en tant que représentant de son centre de recherche de l'Université de Genève.[38] Ce centre fut fondé en 1989, l'année durant laquelle Ziegler annonça la subvention de 10 millions de dollars par le dirigeant libyen pour le prix.

Quand Ziegler fut nominé pour un poste additionnel à l'ONU en 2006, une coalition internationale d'organisations des droits de l'homme – incluant des victimes cubaines et libyennes de violations des droits de l'homme – envoya une lettre de protestation au gouvernement suisse.[39] L'appel mentionnait le rôle de Ziegler dans la création du prix Kadhafi comme l'un des nombreux exemples de son soutien à des régimes oppressifs. La réponse de Ziegler fut remarquable : « Le prix Kadhafi » dit-il, « Comment pourrais-je l'avoir créé ? C'est absurde ! »[40]

En l'an 2000, Ziegler avait atteint des sphères d'influence internationales, bien au-delà de celles d'un parlementaire genevois. Sous l'initiative de Cuba, la

Commission de l'ONU pour les droits de l'homme créa le poste de « Rapporteur Spécial pour le droit à l'alimentation » et nomma Jean Ziegler à ce poste pour une durée de trois ans. Le bureau de Mary Robinson, alors Haut-Commissaire au droits de l'homme, mis son nom en avant et sa nomination fut assurée par un vigoureux travail de lobbying de la part du gouvernement suisse et de certains pays arabes. Pour Ziegler, c'était plus qu'un rêve devenant réalité :

> Mon poste de Rapporteur Spécial fut comme un phénomène céleste, une épiphanie, le salut – un cadeau. A la fin, tout se tient. Tout ce que j'ai fait dans ma vie a maintenant un sens : mes critiques du capitalisme, mes préoccupations pour le tiers-monde, mes cris, mes larmes.[41]

Afin, peut-être, de se montrer à la hauteur, Ziegler annonça qu'il tournait une page : « ma vie va changer de façon spectaculaire », insista-t-il. « La période d'attaque est terminée ; maintenant, je vais devoir chercher le consensus. »[42] Malheureusement, ce répit semble avoir été uniquement rhétorique. Pendant les sept dernières années – il est resté à son poste après la limite de six ans de son mandat pour des raisons techniques – Ziegler n'a fait qu'augmenter son très franc militantisme.

Ceci est particulièrement évident dans ses relations avec les Etats-Unis. En de nombreuses occasions, il a utilisé sa position à l'ONU comme plateforme pour exprimer de manière véhémente ses opinions anti-américaines en replaçant les problèmes généralement dans un mauvais contexte. Par exemple, deux semaines après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 par Al-Qaeda, Ziegler annonça qu'il était opposé à toute réponse militaire américaine contre le régime taliban en Afghanistan, en disant que cela aurait des conséquences

« apocalyptiques » et marquerait « la fin de la nation afghane. »[43] En quelques semaines cependant, l'opposition politique de Ziegler à la guerre s'était transformée en objection liée à la distribution de nourriture : il affirma en effet que les lâchers de nourriture par les américains violaient « les éléments principaux des organisations internationales et du droit international ». En un retournement encore plus surprenant, Ziegler s'opposa plus tard à ces lâchers en raison du fait qu'ils pourraient, par inadvertance, servir à nourrir les Talibans.[44]

On assista aussi à un tel tour de passe-passe au moment de la guerre en Iraq. En février 2003, Ziegler proclama que la guerre en Iraq devrait être évitée par tous les moyens et proposa même que sa Suisse natale offre l'asile à Saddam Hussein.[45] Cependant, deux mois après, il accusait les forces de la coalition de violer les droits fondamentaux des iraquiens en nourriture et boisson.[46]

A cet égard, le traitement de Cuba par Ziegler est frappant. Dans presque chaque rapport qu'il a fait à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée Générale, Ziegler a critiqué l'Amérique et son embargo contre Cuba comme étant une violation « flagrante » du droit international en général et du droit a l'alimentation en particulier. Par ironie du sort, Cuba n'a jamais figuré sur la liste d'urgence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) durant toute la durée du mandat de Ziegler.[47] En octobre 2007, Ziegler entreprit une mission officielle dans l'île communiste, saluant le régime de Castro comme étant « à l'avant-garde de la lutte pour le droit à l'alimentation. »[48]

Le vitriol anti-américain de Ziegler est particulièrement frappant lorsqu'on le compare à ses critiques contre d'autres pays.[49] Par exemple, il a fait

allusion au Président Bush comme étant « le Pinochet qui siège à la maison blanche, »[50] déclarant que le gouvernement américain est une dictature impérialiste qui utilise des « prédateurs » et des « mercenaires » pour assoir sa domination mondiale,[51]et il prétendit que les Etats-Unis étaient en train de commettre un « génocide » à Cuba.[52] Par contre, Ziegler a fait référence au génocide au Darfour comme un simple objet de « préoccupation », et a caractérisé le rôle de Khartoum dans les atrocités comme « présumées. »[53]

L'attitude de Ziegler envers Israël est toute aussi véhémente. En remontant aussi loin que 1982 lors de la première guerre du Liban, il fit pression, sans succès, pour obtenir l'expulsion de Shimon Peres – alors chef du parti travailliste israélien – de l'Internationale socialiste.[54] Après moins d'un an dans son mandat de l'ONU, Ziegler produisit un rapport qui accusait Israël de mener des politiques qui « génèrent de la faim et menacent les plus indigents de famine. »[55] En janvier 2003, il dit a la revue trimestrielle égyptienne *Al-Siyassa Al-Dawliya*, que les politiques de « répression coloniale » pratiquées par Ariel Sharon et autres officiels israéliens étaient « d'ordre criminel et classifiables comme crimes contre l'humanité. » Il déclara « une force internationale est urgemment requise pour s'assurer que les démolitions de maisons et la destruction de moyens d'existence du peuple palestinien cessent. »[56] Plus tard dans la même année, après avoir témoigné devant le troisième Comité pour les droits de l'homme de l'ONU, Ziegler informa des journalistes qu'Israël était responsable d'infliger « des lésions cérébrales de quelque sorte » aux enfants palestiniens.[57]

L'apogée de la rhétorique anti-Israël de Ziegler se situa cependant en 2004 avec la présentation de son rapport devant la Commission des droits de l'homme qui

décrivait ses visites de la Cisjordanie et de Gaza – incidemment, le seul lieu qu'il ait visité a l'étranger cette année là.[58] Son rapport de vingt-cinq pages accuse Israël de plusieurs violations des droits de l'homme tout en disculpant les groupes terroristes palestiniens de toute responsabilité dans le conflit.[59] Ziegler publia ensuite rapidement un communiqué de presse de l'ONU qui condamnait « urgemment » Israël pour la destruction des tunnels utilisés par les palestiniens pour faire du trafic d'armes et appela à un « déploiement de condamnations » contre l'état Hébreu.[60] L'armée israélienne y est accusée de torturer et tuer des civils et le Premier Ministre de l'époque, Ariel Sharon, de conduire un « état de terreur. »[61]

En mai de cette année-la, Ziegler signa aussi une lettre adressée à Caterpillar Inc., fournisseur officiel de l'ONU, pressant le fabricant de bulldozers et autre gros équipement de boycotter Israël, demande que le Bureau Central du Boycott de la Ligue Arabe à Damas adopta aussi très vite.[62] Quelque mois plus tard, Ziegler expedia une autre lettre officielle de l'ONU, adressée cette fois à la Commission Européenne, la poussant à annuler ses accords commerciaux avec Israël sous prétexte des violations prétendues de ce dernier du droit à l'alimentation des palestiniens. L'envoi de cette dernière missive parait d'autant plus étrange que d'après les propres standards de l'ONU, la situation alimentaire dans les territoires palestiniens n'a jamais été proche de la « catastrophe » que Ziegler décrit et n'a jamais été classée comme l'une des crises mondiales alimentaires.[63] En fait, quand en novembre 2003, le Comité Permanent sur la Nutrition a comparé les risques alimentaires de populations sélectionnées de refugiés, la Cisjordanie et Gaza étaient classés derniers.

A ce moment la, Ziegler était tellement identifié à la cause palestinienne que, quand des journalistes à Bruxelles demandèrent à la Commission sur les droits de l'homme une réponse au rapport, ils l'identifièrent comme le « Rapporteur Spécial pour la Palestine », poste que Ziegler n'a jamais eu.[64] Due peut-être à la réprimande en 2004 présentée dans un dossier de UN Watch qui détaille les abus de son mandat, Ziegler se tint à carreau durant un temps.[65] Ce répit se termina cependant à l'été 2005 lorsque, lors d'une manifestation pro-palestinienne se tenant à Genève, il qualifia Gaza d' « immense camp de concentration » et les soldats israéliens de « gardiens de camp de concentration. »[66] L'année suivante, la seconde guerre du Liban stimula l'ardeur renouvelée de Ziegler dans la région. Pendant la guerre, le Conseil des droits de l'homme envoya une mission dans la zone de guerre pour documenter les « crimes de guerre d'Israël ». Par ailleurs, quatre des experts du Conseil menèrent leur propre mission d'enquête. Malgré cela, Ziegler décida quand même de se rendre au Liban pour y mener sa propre enquête sur les violations, prétendues, par Israël, du droit à l'alimentation des libanais. Une fois au Liban, il fit référence au Hezbollah comme une organisation politique légitime.[67] Au terme de son enquête, il organisa une conférence de presse de l'ONU au cours de laquelle il demanda que les officiers israéliens soient jugés pour crimes de guerre.[68]

On attendrait logiquement d'un militant contre la faim dans le monde qu'il concentre ses ressources sur les pénuries alimentaires les plus graves du monde. Il y a très peu de polémiques sur la nature et les lieus de ces crises. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU met constamment à jour sa liste de « crises alimentaires. » Des trente-cinq pays de la liste de mai 2004, UN Watch a extrait, pour étude, un échantillon de

dix-sept pays ayant chacun souffert d'une crise alimentaire attribuée par la FAO à des actions humaines (par exemple une guerre) plutôt qu'à des désastres naturels. En conséquence, des critiques de l'une ou l'autre partie auraient étés entièrement concevables. L'analyse prouva que pendant les quatre premières années de son mandat, Ziegler utilisa son poste pour critiquer publiquement les Etats-Unis trente-quatre fois. Par contre, il ne critiqua jamais aucune des parties responsables de quinze des dix-sept crises alimentaires examinées et n'intervint jamais au nom des personnes souffrant de ces famines.[69] Ziegler ne dit rien des crises touchant les populations du Burundi, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo, de la République du Congo, de la Côte d'Ivoire, de l'Eritrée, de la Guinée, d'Haïti, du Liberia, de la Tchétchénie, du Sierra Leone, de la Somalie, de la Tanzanie et de l'Ouganda.[70] Malheureusement, ses politiques personnelles semblent l'avoir emporté sur son intérêt pour les souffrances documentées de populations affamées autour de la terre – populations qui sont par là privées des bénéfices du mécanisme de l'ONU pourtant créé expressément dans leur intérêt.

En droit international, les experts indépendants des droits de l'homme de l'ONU sont obligés d'agir de manière impartiale, objective et non-sélective – des traits que Ziegler a rarement affiché durant son mandat.[71] On peut donc conclure que, dans le cas de Jean Ziegler, comme son ancien mentor l'avait remarqué, le pamphlétaire est toujours présent.

Malgré l'usage problématique par Ziegler de son mandat sur le droit à l'alimentation, la Commission des droits de l'homme l'a constamment renouvelé, faisant ainsi de lui le fonctionnaire des droits de l'homme à l'ONU

ayant servi le plus longtemps. Par exemple, en 2003, le mandat fut renouvelé – et le poste de Ziegler avec – par un vote de 51 en sa faveur. Tous les pays-membres démocratiques – dont l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Ireland et l'Angleterre, membres de l'Union Européenne – votèrent pour le renouvellement, sauf les Etats-Unis qui s'y opposèrent et l'Australie qui s'abstint.[72] Evidemment, même si les nations démocratiques s'étaient opposées à la nomination de Ziegler, il aurait eu suffisamment de votes avec les régimes non-démocratiques et leurs alliés pour rester en poste. Une telle contestation aurait cependant constitué au moins une remise en cause officielle de la conduite de Ziegler. Le fait qu'une telle chose ne soit même pas prévue reflète un sérieux problème de base au sein de l'ONU.

La conduite officielle de Ziegler reste largement incontestée pour plusieurs raisons : tout d'abord, il y a le rôle majeur joué à l'ONU par les ONG telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch. Peu de gens en dehors de l'organisation se rendent compte combien ses ONG sont devenues influentes au sein du système byzantin des droits de l'homme de l'ONU. En vérité, elles y exercent un pouvoir incroyable. Elles initient la création de nouveaux postes, nominent les titulaires de mandat et fournissent la plupart des données qui sont citées par les experts nouvellement élus, souvent sans ressources financières et avec un personnel réduit. En gros, la légitimité de chaque fonctionnaire de l'ONU en matière de droit de l'homme repose sur ces ONG. Parmi les principales ONG, certaines ont ouvertement soutenu Ziegler alors que d'autres se sont simplement rendues complices par leur silence. Beaucoup d'entre elles ont refusé de protester contre le soutien qu'affiche Ziegler pour les régimes tyranniques tels que ceux de Castro et Kadhafi, même après avoir été expressément sollicitées

dans ce sens par des groupes dissidents. Au lieu d'utiliser leur énorme influence pour neutraliser la conduite douteuse de Ziegler, les principales ONG l'ont facilitée.

Par ailleurs, il y a la culture particulière de l'ONU elle-même. Parmi les fonctionnaires européens, plus d'un admirent secrètement l'anti-américanisme directe de Ziegler et ses flèches rhétoriques contre Israël. Qui plus est, en ce qui peut ressembler à un mouvement stratégique de sa part, Ziegler s'est largement abstenu de critiquer certains gouvernements européens à l'ONU, désarmant ainsi toute opposition possible à ses déclarations anti-américaines. Le plus important cependant est le fait que les diplomates de l'ONU préfèrent une once de faiblesse à une mauvaise publicité du corps entier, les amenant ainsi à céder devant les comportements les plus problématiques de leurs pairs. Être diplomate à l'ONU équivaut à être membre d'un club select qui a le potentiel de récompenser toute loyauté par des postes lucratifs et des bénéfices au sein d'une collection de fondations et d'organisations toutes connectées. En pratique, cela nécessite que les membres s'accommodent de la situation ou risquent de perdre tout futur professionnel. C'est pour toutes ces raisons là que des fonctionnaires de l'ONU tels que Louise Arbour, ancienne Haut-Commissaire au Droits de l'Homme, bien que sollicitée à plusieurs reprises pour se prononcer sur la politisation par Ziegler de son mandat, a choisi – sauf exception en 2005 – de garder le silence. Peut importe ce que dit ou fait Ziegler, il est toujours l'un des leurs. C'est ce climat d'impunité qui a mené à des abus de pouvoirs de l'ONU tels que le scandale du Pétrole contre Nourriture et le cycle d'abus sexuels commis par des casques bleus de l'ONU en Afrique et Haïti.

Il est donc peu probable que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, nouvellement formé, changera la

direction donnée par ses prédécesseurs. La Libye a par exemple été élue pour présider au programme antiracisme du Conseil dont la culmination est prévue lors d'une « Conférence de contrôle de Durban » en 2009, probablement une répétition du colloque anti-occident et antisémite tristement célèbre tenu en 2001. La condamnation d'Israël reste l'une et souvent l'unique priorité du Conseil.

Tant que des fonctionnaires tels que Ziegler sont autorisés à utiliser leur mandat à des fins politiques sans aucune conséquence, le Conseil des droits de l'homme ne sera jamais capable d'être l'organe objectif et impartial qu'il prétend être. Si l'on prend tout cela en compte, la seule conclusion possible est que la décision du gouvernement suisse de soutenir la nomination de Jean Ziegler au Comité Consultatif du Conseil des droits de l'homme est peut-être toute a fait logique. Peut-être que le nouvel élu Jean Ziegler est, ironiquement, l'homme de la situation et ceci parce que Ziegler n'est ni une anomalie bureaucratique, ni une contrariété tolérée, mais le produit et l'incarnation d'une culture politique particulière. Sa carrière est l'exemple des valeurs dépréciées de cette culture auxquelles son adhésion a toutefois été récompensée. D'une certaine manière, Jean Ziegler *est* le Conseil des droits de l'homme. Sa carrière et lui représentent ce que l'organe le plus haut placé de l'ONU en matière de droits de l'homme est devenu en microcosme. Et, exactement comme Jean Ziegler, si l'ONU toute entière continue sur son chemin actuel, ce ne sont pas seulement son image et sa légitimité institutionnelle qui va souffrir, mais aussi tout le bien qu'elle s'est un jour jurée de faire.

Hillel Neuer est Directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale UN Watch, basée à Genève. Traduit de

*l'anglais (*Ziegler's Follies*, Azure, No. 32, Printemps 2008) par Myriam Alvarez-Pereyre.*

Notes

[1] Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent* (Paris, Editions Fayard, 2002); *L'empire de la honte* (Paris, Editions Fayard, 2005). Ces deux ouvrages, en édition reliée seulement, se sont vendus à soixante-dix mille exemplaires chacun en France où vingt mille exemplaires suffisent pour qualifier comme best-seller. Ils sont aussi des best-sellers en Allemagne. Voire www.amazon.de/Imperium-Schande-Unterdr%C3%BCckung-Pantheon-Paperbacks/dp/3570550192. L'entretien de Ziegler dans l'émission de TV5 l'*Invité* peut être vue sur www.dailymotion.com/video/x14d8m_lempire-de-la-honte-jean-ziegler_events.

[2] Erwin Koch, « Le tambour du scandale », *Der Spiegel*, 21 janvier 2002 [allemand].

[3] Koch, « Le tambour ».

[4] L'enregistrement audio est disponible sur www.la-bas.org/article.php3?id_article=1161.

[5] Koch, « Le tambour ».

[6] Burton Bollag, "Pour un professeur suisse, contrarier ses concitoyens est un devoir et un plaisir", *The Chronicles of Higher Education*, 23 octobre 1998.

[7] Koch, « Le tambour ».

[8] Bernard Ducret, Jeanne Hersch, Herbert Lithy et Paul Trappe, « Les critères de nomination académique: I.
Suisse: l'université de Genève – Une controverse au sujet de M. Jean Ziegler », *Minerva* 14:4 (décembre 1976), p. 561.

[9] Ducret, Hersch, Lithy et Trappe, « Critères de nomination académique », (Lithy exprime sa menace à la page 538 et continue à la page 565).

[10] Jean-Marc Béguin, « Jean Ziegler, la retraite en rase campagne », *Le Temps*, 1er novembre 1999.

[11] Koch, « Le tambour ».

[12] Béguin, « La retraite en rase campagne ».

[13] Koch, « Le tambour ».

[14] « Future constitution éthiopienne, Jean Ziegler expert », *24 Heures*, 11 juillet 1986.

[15] Jean-Claude Buhrer, « Jean Ziegler sur la sellette », *Le Monde*, 26 juillet 1993. Cet article décrit aussi la discrète campagne de diffamation de Ziegler contre une concurrente au parti démocrate socialiste, Christianne Brunner, y compris ses fuites aux journalistes de photos compromettantes et la constante remise en cause de sa moralité ».

[16] « Mugabe a histoire et moralité de son côté », *L'Hebdo*, 22 août 2002.

[17] Entretien de Jean Ziegler avec *AlAkhbar*, 18 septembre 2006, cité dans « Deuxième déclaration du Représentant Permanent pour Israël devant le Conseil des droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme », 4 octobre 2006.

[18] Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, Librairie du savoir, Paris (1996). Voire aussi Patricia Biel, « La Tente du Dialogue suscite les réserves des invités juifs », *Le Temps*, 1 juillet 2004 : « En fait, tout comme Jean Ziegler et l'Abbé Pierre, Michel Lelong défendit Roger Garaudy en 1996 quand ce dernier fût attaqué à propos de la publication de son ouvrage révisionniste »

[19] « Chronique des événements survenus dans le royaume de frénésie », site internet du Comité pour un débat ouvert sur l'Holocauste, www.codoh.info/inter/intchron1.html

[20] Paul Berman, « Qui a peur de Tariq Ramadan », *The New Republic*, 29 mai 2007 [anglais].

[21] Martin Beglinger, « Objet de soupçons », *Das Magasin*, 7 janvier 2006, www.signandsight.com/features/586.html [allemand].

[22] Beglinger, « Objet de soupçons ».

[23] Beglinger, « Objet de soupçons » ; voire aussi « Tariq Ramadan, genèse d'une star de l'Islam », *Le Temps*, 28 janvier 2004.

[24] Beglinger, « Objet de soupçons » ; voire aussi Berman, « Qui a peur de Tariq Ramadan ».

[25] Voire *Le Candidat suisse au Conseil des droitsdroits de l'homme de l'ONU et le prix des droitsdroits de l'homme Mouammar Kadhafi*, rapport de UN Watch, 20 juin 2006 [anglais], http://www.unwatch.org/atf/cf/%7B6DEB65DA-BE5B-4CAE-8056-8BF0BEDF4D17%7D/Jean%20Ziegler%20and%20the%20Khaddafi%20Human%20Rights%20Prize.pdf. La plupart des articles cités ci-dessous peuvent être lus dans leur intégrité dans les pièces jointes de ce rapport, disponible sur www.unwatch.org/ziegler.

[26] Bruce Palling, « Kadhafi finance le Prix pour la Paix », *The Independent*, 25 avril 1989 [anglais].

[27] Pierre Huguenin, « Le Nobel de Kadhafi : les autorités libyennes créent un nouveau prix pour les droitsdroits de l'homme – Jean Ziegler met la main à la pâte », UN Watch, http://www.unwatch.org/atf/cf/%7B6DEB65DA-BE5B-4CAE-8056-8BF0BEDF4D17%7D/Jean%20Ziegler%20and%20the%20Khaddafi%20Human%20Rights%20Prize.pdf, p.6, publié à l'origine par *L'Hebdo*, 27 avril 1989.

[28] En outre, Ziegler a joué un rôle décisif dans Nord-Sud 21, un groupe genevois établi par les Libyens pour gérer le prix Kadhafi. Il est révélateur que ce groupe ait été accrédité par l'ONU comme organisation « non-gouvernementale ». Voire *Le candidat suisse*, p.6.

[29] Voire « Le Comité pour l'élimination des discriminations raciales considère le rapport de la Libye », UN document de presse, 3 mars 2004, http://www2.unog.ch/news2/documents/newsen/crd04009e.htm: « La délégation libyenne….espérait que le comité serait conscient de toutes les actions que le gouvernement libyen a entrepris pour soutenir les droitsdroits de l'homme. Le prix Kadhafi des droitsdroits de l'homme a été créé en 1989 et fût décerné à ceux qui sont l'illustration des droitsdroits de l'homme ». De plus, dans une tentative cynique de crédibilité, le prix fût décerné la première année, à un authentique militant des droitsdroits de l'homme, Nelson Mandela.

[30] Malik Ozden, "La guerre en Irak sonnera-t-elle le glas de l'ONU?," *Le Courrier*, 11 avril 2003

[31] *Le candidat suisse*.

[32] Voire « Le prix Kadhafi décerné au Président Chavez », Jamahiriya News Agency (Jana), 24 novembre 2004. L'article donne la liste des lauréats précédents et y inclue Ziegler.

[33] « Un militant suisse des droitsdroits de l'homme refuse le prix Kadhafi », *Agence France Presse – English*, 1 octobre 2002 ; "'Prix Kadhafi pour les droitsdroits de l'homme' Jean Ziegler a refusé la récompense," *Schweizerische Depeschenagentur* AG (SDA) – Service de base français, 1 octobre 2002

[34] « Jean Ziegler refuse le 'prix Kadhafi des droitsdroits de l'homme,' » *Le Temps*, 2 octobre 2002.

[35] « Un militant suisse des droitsdroits de l'homme » ; « Jean Ziegler refuse le 'prix Kadhafi des droitsdroits de l'homme,' »

[36] « Jean Ziegler refuse le prix Kadhafi ». Ziegler a en fait accepté des prix, dont le prix « Suisse de l'année » dans la categorie politique. Voire www.swissinfo.org/eng/swissinfo.html?siteSect=43&sid=5455611.

[37] Voire www.gaddafiprize.org/HomePageAr.htm [arabe]; « Le prix Kadhafi des droitsdroits de l'homme », Jamahiriya News Agency

(Jana), 30 novembre 2005, www.jananews.com/Page.aspx?PageID=16211. Voire aussi www.libyennews.de/November2004-teil2.htm, qui liste Ziegler comme lauréat 2002 du prix Kadhafi.

[38] « L'Etat leader sous une nouvelle couche de peinture », *NZZ Am Sonntag*, 25 décembre 2005 [allemand].
[39] Déclaration d'une ONG s'opposant à la nomination de Jean Ziegler à un nouveau poste à l'ONU, disponible sur www.unwatch.org/site/apps/nl/content2.asp?c=bdKKISNqEmG&b=1330815&ct=2165591. Parmi les signataires étaient Libya Watch for Human Rights, Libya Human Rights Solidarity, Mothers and Women Againts Repression for Cuba, Plantados : Until Freedom and Democracy in Cuba, Vietnam Committee on Human Rights, Hope for Africa International, UN Watch, La Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), Concerned Women for America, and the Cuban Democratic Directorate.

[40] Michel Jeanneret, "Nations Unies: Jean Ziegler au cœur d'une nouvelle polémique," Le Matin, 24 avril 2006

[41] Koch, « Le tambour. »

[42] « Jean Ziegler : le retour », *Le Temps*, 4 septembre 2000.

[43] « L'envoyé suisse à l'ONU prévient des conséquences apocalyptiques des attaques américaines en Afghanistan, », site internet de la Radio Suisse Internationale *Swissinfo*, 22 septembre 2001, citée par *BBC Morning Europe*, 23 septembre 2001.

[44] « Les Rapporteurs Spéciaux disent au Troisième Comité que les événements du 11 septembre affectent sévèrement les efforts pour promouvoir et protéger les droitsdroits à l'alimentation et à la liberté religieuse, » communiqué de presse de l'ONU ga/shc/3660, 9 novembre 2001[anglais].

[45] Voire « Un militant suisse des droitsdroits de l'homme pousse à un exil suisse pour Saddam, » *Agence France Presse English*, 5 février 2003 [anglais].

[46] Voire « Un experts des droitsdroits de l'homme de l'ONU demande que les agences de soutien aient accès autorisé pour nourrir les iraquien, » *Agence France Presse English*, 3 avril 2003 [anglais]

[47] Voire la liste du FAO des pays menacés de crise alimentaire de septembre 2000 à juin 2005 sur www.fao.org/giews/english/fs/index.htm [anglais].

[48] Jean-Guy Allard, « Rapporteur Spécial de l'ONU décrit le blocus américain de Cuba comme 'arrogance unilatérale,' » *Granma International*, 12 novembre 2007 [anglais], www.granma.cu/ingles/2007/noviembre/lun12/zeiler.html. Pour en savoir plus, voire aussi une lettre de Hillel Neuer, directeur exécutif de UN Watch adressée au Haut-Commissaire de l'ONU Louise Arbour, 14 février 2008, www.unwatch.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=bdKKISNqEmG&b=1330815&ct=5031193 [anglais].

[49] Pour une liste considérable des déclarations anti-américaines de Ziegler, voire *La campagne de Jean Ziegler contre l'Amérique : une étude du parti-pris anti-américain du Rapporteur Spécial de l'ONU au droit à l'alimentation*, UN Watch, octobre 2005, p.9, [anglais], www.unwatch.org/atf/cf/{6DEB65DA-BE5B-4CAE-8056-8BF0BEDF4D17}/Jean_Zieglers_Campaign_Againts_America.pdf.

[50] « Jean Ziegler est attaqué aux Etats-Unis, au MMI et à l'ONU, » *Schweizerische Depeschebagentur AG (SDA) – Service de base français*, 27 janvier 2003.

[51] Bernard Bridel, « Livres politiques. Le maelström de la mondialisation, » 28 octobre 2002.

[52] « Le blocus de Cuba est un génocide, affirme un Rapporteur de l'ONU », *Prensa Latina*, 20 mars 2005 [espagnol].

[53] « Huit experts des droitsdroits de l'homme gravement concernés par les abus répandus rapportés au Darfour au Soudan, » Communiqué de presse de l'ONU AFR/873, HR/CN/1065, 29 mars 2004 [anglais]. Voire aussi Jonathan Fowler, « Presque deux fois plus d'enfants iraquiens affamés depuis l'expulsion de Saddam, d'après un expert de l'ONU, » *Associated Press*, 30 mars 2005 [anglais].

[54] « Selon le Représentant National Jean Ziegler, 'Shimon Peres devrait être exclu de l'Internationale Socialiste,' », Associated Press Service Français, 9 août 1982.

[55] Jean Ziegler, *Le droit à l'alimentation : rapport préliminaire du Rapporteur Spécial devant la Commission des droitsdroits de l'homme pour le droit à l'alimentation*, Commission des droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme de l'ONU, 56e session, 23 juillet 2001, www.fao.org/righttofood/kc/downloads/vl/docs/AH320_en.pdf.

[56] « Appel d'experts des Nations Unies à Israël sur les démolitions de maisons, » 28 mai 2004, communiqué de presse HR/4768, [anglais] http://domino.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/bf1b3535067bed9f85256ea200695b3b!OpenDocument&Highlight=2,ziegler.

[57] « ONU : politiques responsables de la faim des palestiniens, » *United Press International*, 12 novembre 2003 [anglais].

[58] Jean Ziegler, *Le droit à l'alimentation : rapport préliminaire du Rapporteur Spécial sur le droit à l'alimentation*, Commission des droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme de l'ONU, 60e session, 9 février 2004, [anglais] www.unhcr.ch/huridocda/huridoca.nsf/e06a5300f90fa0238025668700518ca4/34441bf9efe3a9e3c1256e6300510e24/$FILE/G0410777.pdf.

[59] Jean Ziegler, *Mission dans les territoires occupés : rapport du Rapporteur Spécial pour le droit à l'alimentation*, Commission des droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme de l'ONU, 60e session, 31 octobre 2003 [anglais].

[60] « Appel des experts des Nations Unies à Israël sur les démolitions de maisons, » Service d'information de l'ONU, 28 mai 2004, [anglais], www.un.org/News/Press/docs/2004/hr4768.doc.htm

[61] « Jean Ziegler compare la bande de Gaza avec un camp de concentration, » *(Swiss) SDA – Schweizerische Depeschenagentur AG*, 21 mai 2004, (citant la version suisse de *Blick*) [anglais]. Ziegler dit

« la bande de Gaza ressemble à un énorme camp de concentration » et demanda à l'Union Européenne de suspendre ses accords de libre-échange avec Israël pour « impressionner Sharon. »

[62] « Le bureau arabe du boycott préviens Caterpillar qu'ils vont être mis à l'index à cause des ventes d'équipement à l'armée israélienne, » *Associated Press Worldstream*, 24 juin 2004 [anglais].

[63] A un exposé fait par Ziegler durant la 60e session de la Commission pour les droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme, je lui ai demandé d'élaborer au sujet de ses critères utilisés pour déterminer quels pays méritent une mission spéciale et un rapport. Il répondit que sa décision avait été le produit de longues consultations avec des groupes civils « tels que la Croix-Rouge. » Cependant, d'après le représentant de la Croix-Rouge, présent lors de la session, Ziegler n'avait jamais entamé aucune consultation de ce type.

[64] World Radio Geneva commit la même erreur lors d'une émission d'avril 2007. Il est important de noter que l'ONU a un Rapporteur Spécial pour la Palestine – Professeur John Dugard – dont l'aversion pour Israël rivalise avec celle de Ziegler.

[65] Voire Hillel Neuer, *La lutte contre le préjugé anti-israélien à la Commission des droitsdroits de l'homme de l'ONU*, Centre des Affaires Publiques de Jérusalem, Publication post-holocauste et antisémitisme no. 40 [anglais], 1 janvier 2006, www.unwatch.org/site/apps/nl/content2.asp?c=bdKKISNqEmG&b=1314451&ct=1766305

[66] C'est seulement après qu'UN Watch eut protesté que les dirigeants de l'ONU firent des commentaires. Ziegler devint alors le premier expert des droitsdroits de l'homme de l'histoire à être réprimandé publiquement par les fonctionnaires de l'organisation les plus haut placés – le Secrétaire Général Kofi Annan et la Haut-Commissaire Louise Arbour. Voire « Annan éreinte un fonctionnaire de l'ONU, » *JTA*, 8 juillet 2005 ; « Les commentaires sur Gaza d'un expert en droitsdroits de l'homme sont inconscients – ONU, » Reuters, 7 juillet 2005.

[67] Ziegler, entretien avec AlAkhbar.

[68] Conférence de Presse de l'ONU, 26 octobre 2006, [anglais], http://youtube.com/watch?v=ehUPTdNLpLA.

[69] Campagne de Jean Ziegler, p8, « Tableau A : comparaison du traitement par Jean Ziegler des Etats-Unis et des pays en crise alimentaire. »

[70] Campagne de Jean Ziegler, p.8.

[71] Résolution de l'Assemblée Générale 48/141, 20 décembre 1993.

[72] Voire la résolution de la Commission pour les droitsdroitsDroitsDroits de l'Homme 2003/25, 22 avril 2003 [anglais], http://ap.ohchr.org/documents/E/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2003-25.doc.